

<https://journal.alternatives.ca/?Haiti-la-crise-permanente>



# Haïti : la crise permanente

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2019 - Journal des Alternatives. Vol.10 - No.05, mai 2019 -



Date de mise en ligne : jeudi 2 mai 2019

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

Nombreux sont les universitaires, les organisations populaires, syndicales, paysannes et estudiantines préoccupés par le nivellement par le bas des conditions sociopolitiques en Haïti depuis l'intensification des mouvements de masse en juillet 2018. En effet, les 6, 7 et 8 juillet 2018 presque toutes les couches sociales manifestaient leur mécontentement dans les rues non seulement en raison de l'augmentation du prix de l'essence par le gouvernement Moïse-Lafontant [1], mais surtout contre la précarité de leur condition socioéconomique. Mentionnons que l'augmentation de l'essence a été orchestrée sous l'égide du Fond Monétaire international (FMI) : le cadre de référence conclu en février 2018 impliquait qu'Haïti cesse de subventionner les carburants, une mesure visant la baisse du déficit budgétaire de l'État. Cette décision, décriée par la population, s'ajoute au mécontentement face au président Jovenel Moïse, visé pour être au service d'intérêts particuliers et pour ne pas respecter ses promesses de campagne [2]. En fait, peu après le début de son mandat, le président Jovenel Moïse était déjà critiqué, et ce même parmi ses « 500 000 électeurs » qui lui ont fait accéder à la magistrature suprême du pays. Son impopularité ainsi que son incompétence ont occasionné, du coup, une lutte soutenue contre sa présidence à travers des manifestations populaires, comme par exemple celles du 17 octobre et du 18 novembre 2018. À cet égard, il est clair que cette résurgence des masses populaires sur la scène politique, en particulier la jeunesse dans toutes ses catégories confondues, par une grève commencée le 7 février 2019, relève d'un cas exemplaire. Ce mouvement contestataire défie l'autorité politique du régime en place qui n'est plus en mesure de tenir un discours pouvant calmer la situation. Dans la rue, nous sommes les témoins d'un jumelage entre déshérités laissés pour crever dans la cale de la société et les jeunes importunés par un système de corruption basé sur le népotisme. En clair, ce que ces manifestants ont à dire est sans équivoque : leur discours vise tout simplement un chambardement véritable, *tabula rasa*, de cette forme d'organisation politique et économique sclérosée. Le gouvernement de Jovenel Moïse, pour préserver son pouvoir face aux manifestants qui réclament son départ, n'ose toujours pas mettre en place des actions économique-politiques concrètes pour sortir la population du marasme, mais n'hésite pas, à travers ses partisans, à préférer des menaces de mort à l'encontre de toute opposition, notamment par le biais des réseaux sociaux.

Qu'y a-t-il à comprendre dans cet état de chaos, qui depuis le 7 février, prend corps dans la société haïtienne ? S'agirait-il de l'amorçement d'une guerre civile ?

Pour arriver à une meilleure compréhension de cette crise, nous proposons ici une lecture sociohistorique et quelques retours nécessaires sur les importantes étapes politiques du pays.

### Haïti : de crise en crise

En Haïti, pour reprendre l'idée qui traverse l'un des textes de Frédéric Gérald Chéry [3], la crise est permanente. Elle est devenue ce autour de quoi les acteurs, tant internes qu'externes, s'organisent sur le plan économique, culturel et sociopolitique. En ce sens, l'histoire politique d'Haïti, de 1804 à nos jours, peut être comprise comme une histoire de succession de crises, car la résolution d'une crise garde toujours dans ses gènes la gestation de la prochaine. À cet effet, le XIXe siècle s'avère un chapitre macabre pouvant nous aider à affirmer une telle idée. De l'assassinat de Jean-Jacques Dessalines [4], le 17 octobre 1806, en passant par la « révolution de 1843 » [5], la société haïtienne est jalonnée par une pléiade de crises politique et économique. Ces crises politique et économique sont tout à fait liées les unes aux autres. Les paysans, qui constituaient la majorité de la population haïtienne à l'époque, sont livrés à eux-mêmes.

Au XIXe siècle, la situation sociopolitique est marquée par une lutte politique acharnée où des paysans, dénommés Cacos, provenant du nord et conduits par un général de l'armée qui s'opposait à un régime, ont débarqué dans la capitale contraindre le Parlement d'élire le président désiré. Ce mouvement est dû à la situation abjecte et d'appauvrissement dans laquelle les paysans croupissent continûment. Les activités agricoles sur lesquelles leur subsistance repose connaissent une situation de crise qui les oblige à manifester en vue d'exercer un contrôle sur le

prix des produits. Ainsi, Hector et Casimir [6] nous disent que les luttes sociales qui caractérisent le XIXe siècle haïtien concerne avant tout le monde rural. Ce phénomène traduit bien la réalité socioéconomique de l'époque où prédominent nettement les activités agricoles.

De plus, à partir de la fin du XIXe siècle, l'hégémonie américaine commence à se faire sentir dans la région. En effet, la fameuse déclaration de Monroe « l'Amérique aux Américains » visant à réduire l'influence des puissances européennes en Amérique peut en témoigner davantage. En peu de temps, les États-Unis parviennent à étendre leurs tentacules sur toute la région à travers des occupations militaires [7]. Des visées impérialistes qui s'expliquent notamment par son économie qui nécessitent de nouveaux marchés afin d'écouler ses produits. C'est justement dans ce contexte que, durant tout le XXe siècle, les États-Unis parviennent soit à imposer son gouvernement soit à soutenir des dictateurs dans presque tous les pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe. En Haïti, ils ont soutenu de manière visible la dictature féroce des Duvalier qui a sévi dans le pays du 22 octobre 1957 au 7 février 1986.

### **Haïti : le départ d'un régime dictatorial, la manifestation d'une crise pérenne**

Par ailleurs, il importe d'avancer que dans les années quatre-vingt, au moment où le gouvernement dictatorial de Jean-Claude Duvalier « Baby Doc » [8] se pliait aux ajustements structurels imposés aux pays dits « sous-développés » afin d'accéder aux dollars des institutions de Brettons Wood, Haïti allait faire face à ce que l'on peut considérer comme sa dernière grande crise du XXe siècle. L'année 1986 est un tournant : l'ampleur de la dette publique accumulée sous le règne des Duvalier, qualifiée de dette odieuse relève d'un cas exemplaire. Soulignons que « l'apport de l'aide internationale (dons et prêts), qui atteignait une moyenne de 30 millions de gourdes vers la fin des années 60, était passé respectivement de 1971-72 à 1979-80 de 39,7 millions de gourdes à 3514 millions. Cela a engendré une participation de 60% en moyenne des instances étrangères au budget de développement, ainsi qu'un accroissement continu de la dette externe qui en 1980, s'était élevée à 1 326,617 millions de gourdes » [9]. Tout ceci a donné lieu à un mécontentement populaire face à la situation de dépendance intenable de l'économie haïtienne. La preuve, au final, la crise allait engendrer une instabilité généralisée, laquelle contraignit Jean-Claude Duvalier à remettre sa démission dans la nuit du vendredi 7 février 1986, sous la grogne populaire.

Toute suite après le départ de Baby Doc, le pays a sombré dans une guerre sans fin pour l'implémentation et l'effectivité de la démocratie. Il est, à cet égard, fort notable que les institutions étatiques continuaient de fonctionner sous l'emprise des duvaliéristes, même après le départ de Jean-Claude Duvalier. Elles faisaient usage de répressions systématiques, tout comme avant, contre les contestataires qui ne voulaient pas collaborer avec le CNG (Conseil National de Gouvernement, instance de transition de 1986 à 1988) malgré la promulgation d'une nouvelle Constitution (le 29 mars 1987) qui garantissait certains droits politiques, économiques et sociaux. Il est aussi indéniable que le CNG était une structure montée de toutes pièces par le président démissionnaire en vue de préparer son départ en douceur. Ce CNG était composé de six membres : le général Henri Namphy (président), le colonel Williams Régala, le colonel Max Vallès, le colonel Prosper Avril, Me Gérard Gourgue et Alix Cinéas. Ce groupe n'est pas parvenu à calmer la situation de crise structurelle multidimensionnelle. Au contraire, l'économie continuait de s'effondrer. Même les pays dits « amis », qui supportaient à l'époque le CNG, étaient conscients de leur incapacité à apporter une réponse adéquate à la crise qui surgissait à tous les plans.

### **1987 à 2004 : deux décennies d'instabilité politique corsées**

De 1987 à 2004, le pays connaît alors une instabilité politique que certains osent qualifier de chronique. Cette instabilité est marquée par la répression de l'armée contre les manifestants, le massacre contre les votants à la ruelle Vaillant le 29 novembre 1987, le coup d'État contre le président Leslie François Manigat (1988) et le coup d'État contre le président Jean-Bertrand Aristide, démocratiquement élu (1991). En réalité, d'un côté la bourgeoisie locale compradore mène une lutte honteuse pour la domination de l'appareil répressif de l'État (la Force Armée d'Haïti (FAdH)) afin de pouvoir contrôler la situation sociopolitique pour ses propres intérêts, tandis que de l'autre

côté, les pays dits « amis » tirent toujours leur épingle du jeu de ces événements. Ils tirent les ficelles et parviennent à manipuler autant certains militaires, que les hommes politiques et la société civile. À cet effet, l'imposition de l'embargo qui a suivi la première intervention des Casques bleus en 1993 est un affront direct à la souveraineté d'Haïti et nous donne une idée de cette dynamique. Au même moment, le mouvement de libéralisation du marché commence à battre son plein en Haïti. Les programmes d'ajustements structurels ont perduré et ont été appliqués durant tout le premier quinquennat du président René Préval (1996-2001). Suivant les dires des cadres des institutions de Bretton Woods, une application stricte des recettes magiques promues par ces programmes permettra à Haïti de sortir du marasme économique. Les programmes d'ajustement structurels ont été appliqués à la lettre, mais les promesses n'ont toujours pas donné de résultats.

Avec le retour du président Jean-Bertrand Aristide au pouvoir en 2001, la crise (politique et économique) va atteindre son niveau paroxystique. Déjà l'élection qui l'a porté au pouvoir était décriée par l'élite politique. Mais il faut aussi souligner deux éléments importants. D'une part, le président Aristide, à cette époque, ne plaisait guère à la bourgeoisie nationale « compradore ». Sa venue au pouvoir, par conséquent, ne fait pas l'unanimité dans le milieu des hommes d'affaires locaux. D'autre part, il soulevait un débat très inquiétant sur le plan international relatif à la dette de l'indépendance payée par le gouvernement de Jean-Pierre Boyer sous la contrainte des émissaires envoyés par le roi de France Charles X en 1825. Cette initiative, prise par le président Aristide pour forcer la France à restituer cet argent à Haïti, a fortement dérangé.

Toutefois, il faut aussi souligner qu'Aristide, dans le but de conserver le pouvoir, posait des actions qui ne respectaient pas la liberté et le droit des citoyens. Une panique généralisée battait son plein. Le pays était divisé en deux camps. D'un côté, des civils armés pro-Aristide qu'on appelait les chimères (« Rat pa kaka »), qui supportaient le président Aristide au péril de leur vie, en majorité des jeunes provenus des quartiers populaires à travers le pays. De l'autre, des acteurs politiques, déçus de l'élection du 21 mai 2000 - où le parti politique Fanmi Lavalas avait remporté presque tous les postes électifs -, ainsi qu'une frange de la bourgeoisie, faisaient converger leurs forces afin de faire échec au régime aristidien. Lequel échec fut effectif le 29 février 2004, date où, à bord d'un avion, des commandos étrangers appréhendaient le président et le transportaient en République centrafricaine. Il faut avouer de fait que certaines pratiques politiques malsaines sous le régime d'Aristide, comme la chimérisation des quartiers populeux ainsi que la politisation de l'institution policière, se sont normalisées dans la vie politique en Haïti. Les conditions de vie des ménages ne s'étaient pas améliorées et cela augmentait le phénomène de « l'enfant des rues »[10] que Aristide a voulu combattre en créant l'organisation « Fanmi Selavi »[11]. Mais, avec le temps, cet effort de la présidence s'est révélé impuissant face à ce problème.

### **Haïti post-Aristide : une transition bénéfique pour l'ordre oligarchique**

Sous Aristide, les inégalités s'étaient renforcées et le pouvoir d'achat de la majorité ne s'était pas amélioré complètement. Pour renverser le président Aristide, l'opposition politique et le secteur des affaires avait créé le Groupe 184, dont le discours tournait autour de la rédaction d'un nouveau contrat social, qui au final, n'aura jamais vu le jour. À l'instar de Aristide, la grande famille de l'opposition à l'époque a commis des violations des droits humains. Citons, par exemple, le vol de cadavres dans les morgues pour les déposer dans la rue et imputer ensuite ces crimes politiques au régime d'Aristide. L'ampleur de la violence, une période de feu et de sang (par exemple, le massacre la Scierie, le 11 février 2004) ainsi que le désordre politique ont servi de prétextes pour une « opération humanitaire » promue par la communauté internationale.

Force est de constater, qu'à ce moment-là, certaines puissances étrangères tiraient les ficelles. La propagande se faisait à tous les niveaux (même à l'Université d'État d'Haïti - UEH), pour que la responsabilité des maux de la société soit attribuée à Aristide et que son départ soit perçu comme la solution. Finalement, l'éviction du président Aristide et la venue de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), à l'initiative des États-Unis, de la France et du Canada, aura engendré dans le pays un calme en apparence.

Il faut dire que, même si après Aristide, une certaine stabilité s'installe au plan politique, les deux années de transition sous le gouvernement de Boniface Alexandre ne parviennent pas à relancer le pays au plan économique et social. Des privilèges sont accordés aux oligarques anti-Aristide, qui par exemple bénéficieront d'exonérations de taxes (franchises douanières), et plusieurs s'enrichissent avec leurs postes dans les Ministères, alors que les conditions d'existence de la population haïtienne ne s'améliorent pas. Bien que quelques temps après, sur le plan international, l'État d'Haïti allait bénéficier d'un accord juteux dénommé fond PetroCaribe (cette question sera traitée en détail ci-dessous) avec la République bolivarienne du Venezuela. En raison du mauvais usage du gouvernement Préval et de ses successeurs du fonds, la situation précaire de la grande majorité de la population reste la réalité. En 2008, la crise économique dans laquelle s'enlise l'économie capitaliste allait avoir une conséquence sur l'économie des pays dépendants. Du coup, le prix des produits de première nécessité en Haïti ont atteint un niveau intenable ce qui allait occasionner subrepticement une émeute de la faim, qui voit toute la population à travers le pays se soulever contre la vie chère, sans toutefois contraindre le président René Préval à démissionner, celui-ci ayant le soutien de certains pays dits « amis » et certains puissants de l'oligarchie locale. Le régime prévalien se souciait peu d'améliorer le sort de la population vivant dans des conditions infrahumaines dans les quartiers populaires.

Au lendemain du mardi 12 janvier 2010, la faiblesse des services étatiques et l'incapacité à subvenir aux besoins de la population affectée sont flagrantes. Le séisme révèle la vulnérabilité de l'État. Des milliards de dollars d'aide internationale affluent. Il faut noter en passant que l'initiative prise par les organisations internationales non gouvernementales en créant des programmes tels que cash for work, emplois à court terme qui ciblent les victimes du tremblement de terre, ne permet pas de recadrer l'économie. Les États-Unis, la France et le Canada, ce que nous considérons comme un trident, continuent à faire des pieds et des mains en Haïti pour étendre leur mainmise et arrivent jusqu'à avoir une influence dans les affaires électorales.

### **Michel Martelly et l'affaire de PetroCaribe**

Candidat de la « droite », Michel Martelly a été élu en 2011 sous une bannière politique dénommée « Repons peyizan ». Son passage au second tour de la présidentielle, au lieu de Jude Célestin (le candidat de l'inité, parti au pouvoir et dauphin de René Préval), a été facilité par les recommandations du rapport d'une mission de l'Organisation des États américains (comprenant en majorité des experts des États-Unis, du Canada et de la France)[12], censées mettre un terme à la crise post-électorale du premier tour critiqué pour irrégularités, fraudes et un taux de participation très bas.

Michel Martelly, en moins d'une année fonda son propre parti politique (PHTK, Parti haïtien Tèt Kale), parti sans ligne politique clairement définie. Mais ce qui peut être retenu aujourd'hui, c'est que toutes les stratégies mises en oeuvre par son gouvernement visaient uniquement la conservation du pouvoir. La gestion de l'État se faisait dans l'incompétence et la non-transparence la plus radicale.

Sous la présidence de Martelly, un ensemble de manoeuvres malhonnêtes ont été commises dans le cadre du fonds PetroCaribe. Créé le 29 juin 2005 par Hugo Chavez, le fonds est une alliance financière entre les pays des Caraïbes et la République bolivarienne du Venezuela. Cette dernière, en tant que premier pays exportateur de pétrole en Amérique latine, permet aux pays liés par l'accord PetroCaribe d'acheter le pétrole à des conditions préférentielles. Il faut noter qu'au départ, en raison de la situation d'instabilité politique, Haïti ne faisait pas parti dudit accord. Le Venezuela refusait de collaborer avec le pouvoir en place, imposé par la communauté internationale, lequel aux yeux de Caracas était dépourvu de légitimité populaire. Mais, après les élections de 2006 qui ont porté René Préval au pouvoir, Hugo Chavez a décidé de soutenir le pays. Il a, une fois de plus, manifesté cette reconnaissance après le séisme de 2010 en annulant les premières dettes d'Haïti. Il faut noter qu'avec PetroCaribe, Haïti bénéficiait alors de prêts s'élevant à environ 300 à 360 millions de dollars l'an, pour une période de 23 ans au taux d'intérêt annuel de 1%.

La mauvaise utilisation du fonds PetroCaribe, que ce soit des contrats sans appels d'offre, détournements ou surfacturation, est devenue la norme durant le quinquennat (2011-2016) de Michel Martelly. Soulignons qu'en 2012, une enquête a été menée par deux journalistes dominicains, en l'occurrence Jean-Michel Caroit et Nuria Peria, où ont été révélés des contrats signés de gré à gré en une journée par le régime de Martelly avec une seule firme dominicaine pour une valeur de 385 millions de dollars US. Ces irrégularités ont aussi été mises en lumière à la suite de la publication du Rapport préliminaire de la Commission d'Audit (CA) commandé par le premier ministre Garry Conille. Il est logique de dire que tout ceci a été effectué sous la haute protection de la communauté internationale, et contredisant les données des organisations internationales qui dépeignent généralement Haïti comme un pays en proie aux difficultés financières et se détériorant systématiquement de jour en jour.

En raison principalement des soupçons de corruption et la vigilance de la population, Martelly s'est bel et bien vu obligé de quitter la présidence, au terme de son mandat en février 2016. La communauté internationale s'accorde sur le choix de Jocelerme Privert comme seule figure politique pouvant au mieux assurer la transition. Alors l'histoire se répète car il faut dire que, malgré que la transition soit menée par le président Privert et son premier ministre Enex Jean-Charles, le Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) tient encore le contrôle de quelques appareils de l'État.

### **Arrivée en scène de Jovenel Moïse**

En peu de temps, le Parti haïtien Tèt Kale parvient à construire un candidat, en l'occurrence Jovenel Moïse, entrepreneur dans le domaine de l'exportation de bananes, avec un piteux slogan : « Nèg Bannann » [13]. Ce slogan, populiste, joue sur la sensibilité de la population par rapport à leurs conditions de vie sans amélioration. Jovenel est élu avec 500 000 voix en novembre 2016. Dès sa prise de pouvoir en 2017, il adopte des mesures impopulaires, dictées par la communauté internationale ainsi qu'une frange de la bourgeoisie compradore locale. Il fait face à la colère populaire (manifestations violentes contre le budget dénommé budget criminel ainsi que des émeutes les 6-8 juillet 2018) qui l'obligent de contraindre son premier ministre d'alors, Jacques Guy Lafontant, de remettre sa démission et de le remplacer par Jean-Henry Céan, son ancien adversaire à l'élection présidentielle. L'incompétence et la corruption sont deux éléments caractérisant son régime. À titre d'exemple, il y a une méfiance de la population dans les institutions quant à leurs pratiques nébuleuses et maladroites, même le Parlement représente pour le « peuple » l'une des institutions qui normalise la corruption.

Par ailleurs, Jovenel Moïse se trouve dans l'obligation de répondre aux demandes de la majorité qui veut que la lumière judiciaire soit faite sur la gestion du fonds de PetroCaribe, mal géré et utilisé à des fins personnelles sous le gouvernement de Martelly. Pour une telle revendication, la population se base sur les deux rapports effectués par la Commission Éthique et Anti-Corruption du Sénat de la République et la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA). Se trouvant entre le marteau et l'enclume, le président, avec le soutien de quelques pays dits amis et des hommes d'affaires, démontre de plus en plus son incapacité à faire face à ce que réclame la majorité de la population, soit un procès PetroCaribe. La population entame donc de nouvelles stratégies afin de forcer le président de remettre sa démission et opte pour exiger une transformation sociale réelle dans la société haïtienne.

En outre, il est logique de dire que pendant ce mois de février 2019 des groupes de citoyens, majoritairement jeunes, s'engagent non seulement en raison de l'affaire PetroCaribe, mais surtout mènent une lutte pour la remise en question fondamentale du système inégalitaire établi en Haïti. Un système qui génère inexorablement la corruption comme la normalité et qui, selon plus d'un, n'est pas en harmonie avec la philosophie « tout moun se moun » [14] sur laquelle est fondée la nation haïtienne depuis 1804. Les dix jours (du 7 au 16 février 2019) où le pays était sous la verrouille en raison de la population ayant investi l'espace public sont la manifestation de tout un système sur le point de craquer. La population veut construire une société inspirée de son idéal fondateur. De fait, aucun discours des hommes politiques (qu'il s'agisse du régime jovenelien ou de l'opposition) n'est légitime s'il ne vise pas à attaquer la racine du problème.

### Conclusion

En résumé, le long XIXe siècle haïtien avait été traversé par des crises sociopolitique et économique, mais le rapport de force était favorable aux luttes paysannes qui à l'époque avaient été capables d'imposer leur président. Le XXe siècle voit l'expansion de l'impérialisme des États-Unis, la région de l'Amérique latine est considérée comme une chasse gardée et cela sert à justifier les interventions au nom des intérêts américains, incluant le soutien aux dictatures. Ainsi, Haïti passera le XXe siècle sous le joug américain. L'ampleur de la crise de la dette dans les années 1980 finit par avoir raison du régime dictatorial de Jean-Claude Duvalier, qui prend fin le 7 février 1986. Mais la nature pérenne de la crise porte fortement atteinte aux espoirs démocratiques et à la capacité des acteurs politiques de réellement apporter un changement significatif dans les structures de l'État pour satisfaire les demandes de justice de la population.

De Leslie Manigat à Jean-Bertrand Aristide, Haïti connaît des coups d'État, des massacres et des occupations étrangères successives ; une crise permanente sur plus de trois décennies. Autre constante : la population se trouve toujours dans une situation où elle ne peut pas répondre à ses besoins de base, tandis qu'une élite politique bénéficie d'avantages et normalise la corruption, la violence et l'incompétence.

Ce que l'on entend aujourd'hui dans les rues d'Haïti est une révolte qui crie que, tant que les politiciens racailles d'hier, Jovenel et ses consorts d'aujourd'hui refuseront de comprendre que les conditions sous-humaines dans lesquelles la majorité de la population vit, celle-ci continuera de verrouiller le pays jusqu'à l'éclatement de l'ordre inégalitaire. Or il est légitime de dire que nous constatons actuellement une accalmie du mouvement. Car, la masse populaire qui conteste ce système générant la corruption se replie, certes, mais elle continue de suivre stratégiquement la situation sociopolitique et économique. Toutefois, la question qu'on doit se poser est la suivante : le président Jovenel Moïse profitera-t-il du calme apparent en vue de regagner la confiance de ladite masse populaire ou va-t-il écouter ses patrons traditionnels ?

*Post-scriptum :*

*Auteur :*

*Jacques Charles est étudiant en sociologie, journaliste-présentateur et membre du comité du Réseau des Jeunes Bénévoles des Classiques des Sciences Sociales en Haïti REJEBECSS-Haïti*

*Notes :*

[1] À ce moment, Jacques Guy Lafontant était le premier ministre. Il a démissionné en juillet 2018 pour être ensuite remplacé à ce poste par Jean-Henry Céant, puis par Jean-Michel Lapin (mars 2019).

[2] Lors de sa campagne électorale, le président Jovenel Moïse a promis monts et merveilles aux électeurs en vue de gagner leur vote. Surtout, il se présente comme étant le seul homme, d'origine paysanne, pouvant redorer le blason de l'agriculture du pays avec sa firme agricole Agritrans.

[3] Frédéric Gérald Chéry. *Société, économie et politique en Haïti, la crise permanente*, Port-au Prince : Éditions des Antilles S.A, 2005.

[4] Jean-Jacques Dessalines est le père fondateur de la nation. Il symbolisait le projet de société des masses révoltées.

[5] L'historiographie haïtienne décrit cette période comme étant une révolution où les gens du sud, particulièrement ceux des Cayes, ont publié un manifeste dénommé « Manifeste de Praslin » dans lequel ils reproduisent leurs griefs contre le gouvernement de Jean-Pierre Boyer et réclament inconditionnellement son départ.

[6] Michel Hector et Jean Casimir, « Le long XIXe siècle haïtien », dans *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie*, no 216, Port-au-Prince, octobre 2003-mars 2004.

[7] Les États-Unis, au début du XXe siècle, mettent un ensemble de pays des Amériques sous leur occupation militaire parmi lesquels la république d'Haïti, de 1915 à 1934.

[8] Les Duvalier père et fils, François Duvalier (« Papa Doc ») et son successeur Jean-Claude Duvalier « Baby Doc », ont dirigé une dictature en Haïti entre 1957 et 1986.

[9] En ligne : <<http://www.alterpresse.org/spip.php...>> . La citation est tirée de : Charles Etzer, *le pouvoir politique en Haïti ; de 1957 à nos jours*, Karthala, 1994.

[10] En Haïti, il y a une réalité où les enfants laissent leur maison à cause de la misère et habitent dans la rue. Ils vivent dans la mendicité. Ils tombent assez souvent dans le vol, la délinquance etc., certaines fois les hommes politiques les utilisent à leur profit.

[11] Conscient de la situation des enfants dans les rues, le régime d'Aristide a mis sur pied cette institution caritative.

[12] Voir <http://cepr.net/documents/publications/haiti-oas-analysis-french-2011-01.pdf> et Delva, Joseph et Tom Brown. « Le chef de l'État haïtien se dit " réservé " sur les conclusions du rapport de l'OEA », 13 janvier 2011, Reuters, en ligne : 9

<https://www.reuters.com/article/us-haiti-elections/haiti-leader-has-reservations-over-oas-vote-report-idUSTRE70C6SH20110113> :

[13] Neg bannann (« Homme banane »), est un slogan de campagne utilisé par le candidat Jovenel Moïse. Ce dernier a dit qu'il possède une bananeraie et par conséquent, une fois élu président, il améliorerait l'agriculture.

[14] Se traduit par « Toute personne est un être humain » et signifie une affirmation de l'égalité humaine dans un processus de transformation sociale et une approche de justice axée sur la dignité.